

75

Commission permanente Séance du 21 novembre 2022



Rapporteur : Mme COURTIGNÉ

47358

12 - Aménagement et développement des territoires

Accessibilité des services au public - Offre de santé

Le lundi 21 novembre 2022 à 14h15, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous sa présidence.

Au moment du vote de la présente délibération,

Etaient présents : Mme BIARD, Mme BILLARD, M. BOHANNE, Mme BOUTON, Mme BRUN, M. CHENUT, M. COULOMBEL, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, M. DÉNÈS, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, Mme GUIBLIN, M. GUIDONI, M. HERVÉ, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLI-NAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, M. MARCHAND, M. MARTINS, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, Mme MORICE, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROCHE, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SALMON, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

Absents et pouvoirs :

Mme ABADIE (pouvoir donné à M. LE MOAL), M. BOURGEOUX (pouvoir donné à Mme TOUTANT), M. BRETEAU (pouvoir donné à M. DELAUNAY), Mme COURTEILLE (pouvoir donné à Mme BILLARD), Mme COURTIGNÉ (pouvoir donné à M. LE GUENNEC), Mme FAILLÉ (pouvoir donné à M. BOHANNE), Mme FÉRET (pouvoir donné à Mme SALIOT), M. GUÉRET (pouvoir donné à Mme BOUTON), Mme MAINGUET-GRALL (pouvoir donné à M. PICHOT), M. MARTIN (pouvoir donné à Mme ROUX), Mme MERCIER (pouvoir donné à M. HOUILLOT), Mme MOTEL (pouvoir donné à M. MORAZIN), M. PAUTREL (pouvoir donné à Mme BIARD), Mme ROUSSET (pouvoir donné à M. HERVÉ)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 17h00.

La Commission permanente

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1er juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 3 février 2022 relative au vote du budget

Exposé :

L'Assemblée départementale réunie en session le 15 décembre 2017 a approuvé le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP). Ce schéma, dont l'élaboration a été définie par la loi Notre et confiée conjointement à l'Etat et au Département, a pour vocation l'amélioration de la répartition de l'offre de services mais aussi l'amélioration de ses conditions d'accessibilité.

Un comité de pilotage spécifique a été constitué, co-présidé par le Président du Département et la Préfète, et rassemble les élus locaux, les acteurs et opérateurs de services publics et privés. Une charte d'engagement a été rédigée en concertation avec les membres du comité de pilotage et a été signée le 5 décembre 2018 par le Président du Conseil départemental, la Préfète d'Ille-et-Vilaine et 53 autres opérateurs. Cette charte a pour objet de formaliser l'engagement de l'ensemble des partenaires signataires, chacun dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses moyens, autour de l'objectif global d'amélioration de l'accessibilité des services au public.

Depuis 2018, le Département propose un dispositif de soutien à l'amélioration de l'accessibilité des services, sous forme d'appel à projet, qui a pour vocation à accompagner les communes, intercommunalités et tiers privés qui entreprennent des actions de requalification de leurs centres-bourgs, de redynamisation de commerces et services. Une commission d'élus se réunit pour l'analyse des dossiers reçus puis pour l'audition des porteurs de projets éligibles. Elle privilégie les projets qui visent à maintenir ou développer l'offre de services et leur accessibilité sur les territoires, avec une attention particulière portée à l'inscription du projet dans une stratégie d'accès aux services à l'échelle intercommunale.

Le schéma départemental a défini les priorités d'action du dispositif de soutien en faveur de l'offre de santé, les commerces et services essentiels de la vie courante, les usages numériques facilitant l'accès aux services par la population, le premier accueil social, la mobilité des services vers les usagers ou des usagers vers les services. En 2022, le budget a été voté à hauteur de 1 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement pour soutenir des projets locaux.

Deux dossiers sont ainsi présentés pour la thématique offre de santé :

- Territoire de l'agence départementale du Pays de Rennes pour l'aide à l'installation du Docteur Marie DE LAVAL et du Docteur Lucille LAFARGE à Rennes quartier Maurepas pour un montant de 6 000 €.

Décide :

- d'attribuer 2 subventions au titre de l'Accès des services au public - offre de santé, pour un montant total de 6 000 €, détaillées dans les annexes jointes selon la répartition suivante :

. installation du Docteur Marie DE LAVAL pour un montant de 3 000 € et installation du Docteur Lucille LAFARGE pour un montant de 3 000 € ;

- d'approuver les termes des conventions régissant les modalités liées à cette attribution, jointes en annexe ;

- d'autoriser le Président ou son représentant à signer ces conventions.

Vote :

Pour : 53

Contre : 0

Abstentions : 0

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité.**

Transmis en Préfecture le : 24 novembre 2022

ID : CP20220859

Pour extrait conforme

Pour le Président et par délégation